

avoir les services de la première chaîne. Je suis tout à fait désolé de voir que Radio-Canada, après quatre années de demandes répétées, n'ait pas encore trouvé une solution à ce petit problème, ce qui coûterait peut-être environ 250,000 dollars. Monsieur le Président, je veux simplement réitérer cette demande et m'assurer que Radio-Canada prenne ses affaires en main pour veiller à ce que la communauté de Kegaska reçoive des émissions de télévision en 1984.

* * *

[Traduction]

LA SOCIÉTÉ RADIO-CANADA

LA COUVERTURE DU CONGRÈS D'INVESTITURE DU PARTI LIBÉRAL

M. Geoff Scott (Hamilton-Wentworth): Monsieur le Président, j'ai appris de bonne source que les réalisateurs de Radio-Canada qui diffuseront le congrès tapageur du parti libéral en fin de semaine espèrent qu'il y aura de quatre à cinq votes. C'est de cette façon seulement que Radio-Canada pourra faire paraître au générique le nom de tous les commentateurs, dont la plupart sont libéraux. Que Dieu leur vienne en aide s'il n'y a qu'un seul vote. Abstraction faite de la somme que ces éminents libéraux touchent pour leur transport et leurs services, notre réseau national ne peut priver ses amis de longue date de la reconnaissance à laquelle ils ont droit lors cette manifestation d'amitié entre les libéraux et Radio-Canada.

Sur une note plus sérieuse, quelques-uns de ces libéraux très puissants valent la peine d'être entendus. De Terre-Neuve, représentant la région de l'Atlantique, nous aurons l'honorable Joey Smallwood, un père éminent de la Confédération. De la côte du Pacifique, nous vous présenterons des personnalités comme le sénateur Ray Perrault, le sénateur Jack Austin, et l'ancien maire de Vancouver et candidat défait, Art Phillips. D'Edmonton, le seul libéral survivant en Alberta, le maire Laurence Decore. De la Saskatchewan, l'ancien chef libéral et maintenant sénateur Davie Stewart, un autre observateur impartial et survivant des temps heureux qu'ont connus les libéraux dans l'ouest du Canada, du Manitoba—l'auriez-vous cru, M. le Président—Izzy Asper, naguère chef libéral dans cette province, d'après les rumeurs. Et ainsi de suite.

Nous entendrons aussi un ancien commentateur réputé, le ministre de la Consommation et des Corporations (M^{me} Erola), le ministre des Finances (M. Lalonde), le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social (M^{me} Bégin) qui nous feront part de leurs commentaires impartiaux en fin de semaine. Je me demande pourquoi, alors que nous avons 5,000 journalistes et analystes indépendants en ville . . .

M. le Président: Malheureusement, le temps de parole du député est expiré.

Article 21 du Règlement

LES RELATIONS OUVRIÈRES

LA GRÈVE DES PRÉPOSÉS AU MÉNAGE DE LA TOUR DES BUREAUX «FIRST CANADIAN PLACE» DE TORONTO

M. Dan Heap (Spadina): Deux cents immigrants, pour la plupart des Portugaises, font depuis plusieurs années le ménage des bureaux et des magasins de la First Canadian Place, la plus haute et la plus prestigieuse des tours de bureaux de Toronto. Bien que ses propriétaires, Olympia and York, valent 3.5 milliards de dollars, ils s'attendent que les préposés au ménage puissent faire vivre leur famille avec un salaire de \$5.83 l'heure. C'est pourquoi ces employés se sont mis en grève le 4 juin, sur l'ordre de leur syndicat, les Travailleurs de l'alimentation et des services connexes.

Beaucoup de syndiqués et de Portugais de Toronto appuient les grévistes et nombre d'entre eux se sont joints au piquet de grève. Toutefois, c'est avec stupéfaction que les grévistes ont appris que le gouvernement du Canada aidait l'employeur à briser la grève.

Les Centres d'emploi du Canada envoient des chômeurs franchir le piquet de grève. Non seulement le gouvernement dresse des pauvres contre des pauvres, mais il se sert des contributions à l'assurance-chômage de ces travailleurs contre eux. Il intimide les chômeurs en les menaçant de leur retirer leurs prestations d'assurance-chômage s'ils ne franchissent pas le piquet de grève.

Les femmes de ménage portugaises qui font la grève, et tous les autres travailleurs, sont fâchés de se faire voler leur emploi par leurs semblables.

J'exige du ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Roberts), lorsqu'il rentrera de son congé payé après la course à la direction du parti, qu'il déclare publiquement et sans tarder que les chômeurs ne perdront pas leurs prestations d'assurance-chômage s'ils respectent le piquet de grève.

* * *

LE PREMIER MINISTRE

HOMMAGE AU CHEF DÉMISSIONNAIRE

M. Stanley Hudecki (secrétaire parlementaire du ministre de la Défense nationale): Aujourd'hui, le parti libéral du Canada dit un adieu spécial et exprime sa gratitude à l'un de ses chefs les plus illustres et à un parlementaire très éminent. Il me paraît tout indiqué de réfléchir aux principes qui ont guidé la conduite de notre chef au Parlement.

Ses talents exceptionnels d'orateur ne seront pas de sitôt oubliés, particulièrement par les partis d'opposition. Ses arguments se fondaient inévitablement sur le raisonnement et la logique plutôt que sur l'émotion. Ils s'inspiraient d'un amour intense pour son pays et du respect qu'il éprouvait pour tous les Canadiens. Il s'était fixé comme objectif d'unir le pays et il voulait que le gouvernement fédéral s'exprime au nom du Canada tout entier.

Ses déclarations étaient toujours tempérées par son respect pour la règle du droit et les jugements des tribunaux du pays. Ses décisions étaient inspirées par des considérations historiques.